



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le 06 MAI 2019

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE

modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2016 autorisant la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE à poursuivre et étendre l'exploitation du pôle multi-filière de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux exploité sur le territoire de la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue, au lieu-dit « Quartier du Plan »

LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de l'Environnement et notamment les articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret du 9 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Bertrand GAUME ;
- VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif au stockage de déchets non dangereux ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juin 2016 autorisant la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE (ex. SITA SUD) à poursuivre et étendre l'exploitation du pôle multi-filière de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux exploité sur le territoire de la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue, au lieu-dit « Quartier du Plan » ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU la demande de la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE adressée à l'Inspection des installations classées par courrier du 24 juillet 2018 ;
- VU le rapport du 14 février 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU le projet d'arrêté porté le 26 mars 2019 à la connaissance du demandeur ;

CONSIDÉRANT la demande de la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE de modifier les prescriptions de l'article 9.1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2016 susvisé, relatives à la couverture finale des casiers exploités en mode bioréacteur sur le centre de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue ;

CONSIDÉRANT que l'article 55 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé prévoit que « *Tout casier exploité en mode bioréacteur est équipé d'une couverture d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre et d'une perméabilité inférieure à 5.10⁻⁹ m/s au plus tard six mois après la fin d'exploitation de la zone exploitée en mode bioréacteur.* » ;

CONSIDÉRANT que l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé prévoit que « *Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. [...]*

La couverture finale est composée, du bas vers le haut de :

- *une couche d'étanchéité ;*
- *une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ;*
- *une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre » ;*

CONSIDÉRANT aussi, que l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé prévoit que : « *Les dispositions de cet article peuvent être adaptées par le préfet sur demande de l'exploitant, sous réserve que les dispositions constructives prévues garantissent une efficacité équivalente à celle qui résulte de la mise en œuvre des prescriptions de cet article. En tout état de cause, la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement est supérieure à 0,8 mètre » ;*

CONSIDÉRANT alors que la demande de la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE de mettre en place une couverture provisoire à la fin du comblement d'un casier, dans l'attente de la mise en place d'une couverture finale dans un délai de 2 ans, est conforme aux dispositions des articles 35 et 55 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, et que cette demande ne constitue pas une modification substantielle au sens des critères définis par l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT en revanche que l'épaisseur minimale de la couche de revêtement constituant la couverture finale ne peut être inférieure à 80 cm, conformément aux dispositions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, et qu'il n'est pas prévu de dispositif dérogatoire à cette disposition dans l'arrêté ministériel du 15 février 2016 ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse ;

ARRETE

ARTICLE 1

Les dispositions du 1^{er} paragraphe de l'article 9.1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Tout casier exploité en mode bioréacteur est équipé, au plus tard 6 mois après la fin du comblement du casier, d'une couverture finale constituée de bas en haut par :

- une couche d'étanchéité d'une épaisseur minimale de 50 cm et d'une perméabilité inférieure à 5.10^{-9} m/s ou de tout autre dispositif assurant une perméabilité au moins équivalente,*
- un géosynthétique drainant,*
- une couche de terre d'une épaisseur de 80 cm permettant la plantation de végétation favorisant l'évapotranspiration.*

La mise en place de la couverture finale peut être repoussée au plus tard 2 ans après la fin du comblement du casier. Dans ce cas, le casier est recouvert, au plus tard dans les 6 mois après son comblement, de la couche d'étanchéité visée au point 1 de l'aliéna 1 du présent article. »

ARTICLE 2 : délais et voies de recours

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 3 : mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Entraigues sur la Sorgue et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie d'Entraigues sur la Sorgue pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le directeur départemental de la protection des populations, le maire d'Entraigues sur la Sorgue, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet,



Bertrand GAUME